

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Octobre 2007

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en septembre 2007. Ces décisions paraîtront dans le numéro de septembre-octobre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.ijcan.org/index_fr.html.

Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Obligation du syndicat d'être impartial dans le choix des employés pour un emploi – Ordonnance de production – L'employé avait déposé une requête dans laquelle il alléguait un manquement du syndicat à son obligation d'impartialité dans son rôle de représentant et dans le choix des employés pour un emploi – Selon la Commission, le requérant alléguait que les représentants syndicaux avaient commis un certain nombre de méfaits au cours de procédures syndicales internes le concernant; il n'en alléguait toutefois aucun dans le contexte de son lien d'emploi à titre d'employé membre d'une unité de négociation avec un employeur lié par la convention collective – En conséquence, la Commission rejette la requête en vertu de l'art. 74 pour défaut d'en avoir établi le bien-fondé *prima facie* – La Commission est d'avis que la requête en vertu de l'art. 75 devrait suivre son cours, car le requérant avait fait l'objet d'une suspension à titre de membre du syndicat, ce qui avait eu pour effet de le rayer de la liste du bureau d'embauchage – Puisque le requérant a suggéré que sa suspension avait un motif inapproprié, le syndicat devra fournir une

explication du motif et du raisonnement qui l'ont mené à suspendre le requérant – Sur ce dernier point, la Commission, ainsi qu'elle l'a déclaré dans *Danillo Buttazzoni*, [2004] OLRB Rep. May/June 499, n'entendra aucun argument ayant trait aux aspects procéduraux des actes constitutifs du syndicat ni à la conformité à cet égard des cadres syndicaux qui avaient décidé d'expulser le membre – En outre, la Commission ordonne au syndicat de remettre des copies de ses relevés d'attribution des travaux au requérant, afin de confirmer ou de réfuter son affirmation qu'on a attribué certains travaux à des employés ayant moins d'ancienneté que lui sans le consulter – L'affaire suit son cours

DUDLEY WRIGHT; RE INTERNATIONAL ALLIANCE OF THEATRICAL STAGE EMPLOYEES, LOCAL 873; File Nos. 1512-07-U; 1513-07-U; Dated September 11, 2007; Panel: Patrick Kelly (4 pages)

Droit de négocier – Révocation – Pendant l'instruction de cette requête déposée par un employeur extérieur à l'industrie de la construction, la Commission a été priée de se prononcer sur la question de savoir si l'exécution de certains travaux de construction par le conseil scolaire dans le cadre d'un contrat de services financé par Développement des ressources humaines Canada n'aurait pas pour effet d'exclure le conseil scolaire de la définition d'« employeur extérieur à l'industrie de la construction » – La Commission est d'avis qu'il est possible pour une entité telle que le conseil scolaire d'être un employeur de l'industrie de la construction, même si sa principale activité ne relève pas de ce secteur – De plus, DRHC, qui

est un ministère du gouvernement fédéral auquel la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique expressément pas, est une partie non liée aux fins de la présente analyse – La Commission soutient que : 1) le conseil scolaire a effectué certains travaux de construction dans le cadre de son contrat avec DRHC, mais ce contrat avait pour objet la prestation de services éducatifs, et les travaux de construction n'étaient qu'accessoires par rapport à l'exécution des modalités du contrat; 2) le paiement que le conseil scolaire a reçu de DRHC ne constitue pas, aux yeux de la Commission, une rétribution de la part d'une partie non liée en échange de travaux dans l'industrie de la construction; 3) par conséquent, les travaux de construction restreints qui sont en cause n'empêchent nullement le conseil scolaire de continuer à déclarer qu'il est un employeur extérieur à l'industrie de la construction – L'affaire suit son cours

GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD; RE INTERNATIONAL BROTHERHOOD OF ELECTRICAL WORKERS, LOCAL 773; RE INTERNATIONAL UNION OF BRICKLAYERS AND ALLIED CRAFTSMEN, LOCAL 6; RE UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED STATES AND CANADA, LOCAL 552; RE IUPAT, LOCAL 1494; RE LIUNA, LOCAL 625; File Nos. 1776-04-R; 1778-04-R; 1794-04-R; 1796-04-R; 1797-04-R; Dated September 24, 2007; Panel: David A. McKee (13 pages)

Fraude – Qualité pour agir – Pratiques déloyales de travail – Dans une plainte qu'elle avait déposée, la Fraternité des charpentiers et menuisiers affirmait que l'Association des travailleurs du métal en feuilles avait commis envers la Commission une fraude qui avait mené celle-ci à lui délivrer des certificats relativement à des unités d'employés effectuant la pose de couvertures et de parements (voir les affaires *Proaction Aluminum* et *Tops Roofing*) – L'Association avait ultérieurement déposé d'autres requêtes en accréditation visant à remplacer la Fraternité – Se fondant d'abord sur la qualité de syndicat qui lui avait été reconnue dans *Proaction* et dans *Tops*, l'Association avait aussi déposé de nouveaux éléments de preuve afin d'établir son statut, indépendamment des requêtes antérieures – La Fraternité avait demandé à la Commission d'ordonner la révocation des certificats déjà octroyés et d'interdire à l'Association de déposer de nouvelles requêtes pendant une période d'une année – La Commission se dit préoccupée par la conduite présumée de l'Association dans

Proaction et de *Tops*, mais elle constate que la Fraternité n'a pas la qualité pour agir nécessaire pour introduire la présente plainte : la Fraternité n'a pas conclu de convention collective avec l'un ou l'autre de ces employeurs et ne peut présenter aucun élément établissant qu'elle a été victime de la fraude ou en a subi des pertes quelconques – Requête rejetée

MIKE ABAZA PROACTION ALUMINUM; RE CARPENTERS & ALLIED WORKERS LOCAL 27, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA; RE SHEET METAL WORKERS' INTERNATIONAL ASSOCIATION, LOCAL 51; RE EASTERN EAVESTROUGHING LTD.; RE JACKSON ROOFING GTA INC.; RE 413554 ONTARIO LTD. C.O.B. CHOUINARD BROS. ROOFING; RE BURNHAMTHORPE ROOFING; RE DONIA ALUMINUM & ROOFING LTD; RE COLOMBUS ALUMINUM AND ROOFING LTD; RE TRUDEL & SONS ROOFING LTD; RE E.P. SIDING INC.; RE EXPERT EAVESTROUGHING; RE CHOUINARD BROS. ALUMINUM LTD.; RE GIANCOLA ALUMINUM CONTRACTORS LTD.; RE GM EXTERIORS INC.; ASPEN ALUMINUM LTD.; RE GORESKI ROOFING AND LATHING LTD.; RE GTA ALUMINUM INC.; CRO ALUMINUM INC.; File Nos. 1267-07-U; 1268-07-U; Dated September 24, 2007; Panel: David A. McKee; John Tomlinson; Richard Baxter (8 pages)

Renvoi – Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux – Par ce renvoi, le ministre demandait à la Commission de trancher la question de savoir si les employés de Montfort Renaissance Inc. (MRI) étaient visés par la Loi – La Commission recourt aux critères suivants pour déterminer si MRI répond à la définition d'« hôpital » que donne la LACTH : i) l'entité doit desservir des personnes affligées d'une maladie physique ou mentale, d'une affection ou de blessures, de personnes souffrant d'une maladie chronique ou de convalescents; ii) l'entité doit être un hôpital ou un « autre établissement »; iii) l'entité doit être exploitée pour l'observation, le soin ou le traitement de ces personnes – Primo, aux yeux de la Commission, il n'y a aucun doute que les personnes desservies par MRI au moyen de ses trois programmes (santé mentale et hébergement, centre de crise et de ressources et centre de traitement de la toxicomanie) sont des personnes affligées d'une maladie physique ou mentale – Secundo, en ce qui concerne l'objet de la LACTH, qui est d'assurer la prestation ininterrompue de services aux personnes vulnérables dont la santé et la sécurité pourraient être compromises si ces services n'étaient pas disponibles en raison d'une grève ou d'un lock-

out, la Commission estime que le centre de traitement de la toxicomanie de MRI répond à la définition d'« hôpital » de la LACTH – En réponse à l'affirmation de MRI selon laquelle les intervenants du centre de traitement de la toxicomanie n'ont pas reçu de formation médicale et ne dispensent pas de services pouvant être dits de nature médicale, la Commission déclare que l'observation, le soin ou le traitement auxquels renvoie la LACTH ne doivent pas nécessairement être de nature médicale pour correspondre à la définition de la Loi – Tertio, la Commission est persuadée que le centre de traitement de la toxicomanie est exploité pour l'observation, le soin et le traitement de résidents en cours de détoxification – Enfin, quant à la question de savoir si MRI, considéré dans son ensemble (les trois programmes), peut à juste titre être qualifié d'« autre établissement », la Commission soutient que c'est le cas, puisque le régime législatif a tenu compte de la possibilité d'une portée excessive de la Loi – En conséquence, la Commission répond au ministre que MRI est un « hôpital » au sens de la LACTH

MONTFORT RENAISSANCE INC. (SERVICE DE SANTÉ DES SOEURS DE LA CHARITÉ D'OTTAWA); RE CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES, LOCAL 4540; File No. 4225-05-M; Dated September 5, 2007; Panel: Caroline Rowan (17 pages)

Accréditation – Industrie de la construction –

Un employé alléguait qu'on l'avait induit en erreur pour l'amener à signer une carte d'adhésion, en contravention du par. 128.1 (5) de la LRT – La Commission déclare que, en considérant des allégations de cette nature, il importe de distinguer entre deux situations : l'employé a changé d'idée quant à son adhésion à un syndicat; l'employé a signé une carte et se rend compte par la suite que cette signature aura pour lui des conséquences substantiellement différentes de ce qu'on lui avait laissé entendre – En l'occurrence, la Commission constate qu'on n'avait pas fait de déclaration trompeuse à l'employé et que ce dernier, après avoir réfléchi, a décidé de ne pas adhérer au syndicat – La Commission est arrivée à cette conclusion du fait que : l'employé avait présenté deux explications contradictoires qui étaient déraisonnables; il avait signé la carte d'adhésion, qui est simple et facile à comprendre; il avait fourni une quantité considérable de renseignements personnels sur la carte de membre, ce qui ne cadre pas avec son explication du fait qu'il l'ait signée; il avait pu, dans son précédent lieu de travail, se familiariser avec ce que signifie l'appartenance à un syndicat – Par conséquent, la Commission n'accorde aucune importance aux déclarations faites par

l'employé et refuse d'ordonner la tenue d'une audience pour recevoir des éléments de preuve de sa part au sujet des allégations formulées – Certificat accordé

SILVER CONCRETE PUMPING LIMITED; RE INTERNATIONAL UNION OF OPERATING ENGINEERS, LOCAL 793; File No. 1330-07-R; Dated September 5, 2007; Panel: David A. McKee (5 pages)

Grief dans l'industrie de la construction – Conflit de juridiction –

L'Association des travailleurs du métal en feuilles contestait l'attribution du travail de couverture des colonnes de l'atrium d'un immeuble de bureaux à la Fraternité des charpentiers et menuisiers – La Commission a déterminé que le litige portait uniquement sur 12 des 27 colonnes, car il était axé sur le dispositif de circulation d'air dans le haut desdites colonnes – Les syndicats ont convenu qu'ils avaient tous deux le droit d'exécuter le travail, et que les critères auxquels la Commission a habituellement recours pour trancher les conflits de juridiction étaient en l'occurrence absents ou inutiles pour la plupart – La Commission accepte la proposition de la Fraternité, soit qu'elle devrait à l'avenir s'occuper des détails pratiques de la construction sur une base journalière – Puisque l'érection et la couverture des colonnes avaient été confiées par contrat à un entrepreneur en pose de cloisons sèches ayant une relation de négociation avec la Fraternité, il ne serait pas efficient d'« importer » des travailleurs de l'Association et d'essayer de les intégrer aux autres travaux de construction en cours – La Commission juge que le travail avait été correctement affecté à la Fraternité, et le grief de l'Association est rejeté

SMITH BROTHERS CONTRACTING CORP.; RE SHEET METAL WORKERS' INTERNATIONAL ASSOCIATION, LOCAL 473; RE ELECTRICAL POWER SYSTEMS CONSTRUCTION ASSOCIATION AND UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 1946; File Nos. 2309-05-G; 3113-05-JD; Dated September 5, 2007; Panel: Mary Ellen Cummings (4 pages)

Loi sur la négociation collective dans les collèges – Employé – Qualité –

Le SEFPO demandait à la Commission de déterminer si quatre instructeurs du service d'éducation permanente étaient des employés aux termes de la LNCC, et, dans l'affirmative, s'ils étaient compris dans l'unité de négociation universitaire – Le Collège Saint-Laurent a présenté une motion priant la Commission porte le litige en arbitrage –

La Commission soutient que ses pouvoirs aux termes de l'art. 81 de la LNCC sont analogues à la compétence que lui confère le par. 114 (2) de la LRT concernant les litiges sur la qualité d'employé – Les parties conviennent que les arbitres ont le pouvoir de rendre les mêmes décisions, ce que la Commission accepte – La Commission n'est pas convaincue de l'existence d'une politique publique prédominante ou dérogatoire ou d'une voie de recours dérogatoire qui la rendrait plus indiquée que l'arbitrage pour trancher la question – Requête rejetée

ST. LAWRENCE COLLEGE; RE OPSEU; File No. 2193-04-M; Dated September 19, 2007; Panel: Ian Anderson (10 pages)

Procédures en instance

Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Révision judiciaire – Réexamen – La Commission avait exercé son pouvoir discrétionnaire de ne pas enquêter sur une plainte relative à l'obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant après avoir déterminé que ce dossier était pratiquement identique à celui d'une requête antérieure que le requérant avait retirée – La Commission avait par la suite rejeté la demande de réexamen du requérant – En révision judiciaire, la Cour juge que la Commission avait agi raisonnablement et dans les bornes de sa compétence – Requête en révision judiciaire rejetée

SCADUTO; RE UFCW; File Nos. 1798-03-U; 4338-02-U (Court File No. 382/05) Dated September 17, 2007; Panel: *Jennings, Gans and Coats, JJ.* (1 page)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
Limen Masonry et al v. Brick and Allied Craft et al Divisional Court No. 413/07	3862-05-R; 3864-05-R	En cours
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
Eastern Eavestroughing v. Sheet Metal Workers', et al Divisional Court No. 359/07	3394-06-R; 3399-06-R; 3418-06-R; 3528-06-R; 3545-06-R; 3641-06-R; 3797-06-R; 4039-06-R	En cours
Dr. Oliver Bajor v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	En cours
1257707 Ont. Ltd. o/a Oakville Honda v. Creyos Batchelor & OLRB Divisional Court No. 152/07	0784-06-ES	3 décembre 2007
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	10 janvier 2008
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
Hurley Corporation v. OLRB; SEIU L. 2.on Divisional Court No. 23/07	2915-06-R	En cours
Comstock Canada et al v. United Association of Journeymen and Apprentices in the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada, Local 527 Divisional Court No. 522/06	2558-03-JD	22 novembre 2007
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
Johnson Controls Ltd. v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée – sine die
TTC v. Amalgamated Transit Union Divisional Court No. 261/06	0618-06-U; 0620-06-U	Entendue le 21 mars 2007 (en délibéré)
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007 Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
Guild Electric Limited et al v. IBEW, Local 1739 Divisional Court No. 202/06	4179-05-U; 4307-05-M	Rejetée – 22 juin 2007; requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
Gus Nedelkopoulos v. OLRB Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	10 mars 2008
Mississaugas of Scugog Island First Nation v. Great Blue Heron et al Divisional Court No. 10/04 Court of Appeal No. C-46210	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	9, 10 et 11 octobre 2007
Scaduto, Frank Divisional Court No. 382/05	1798-03-U; 4338-02-U	Rejetée le 17 septembre 2007
Maystar General Contractors Inc. v. IUPAT, Local	0812-06-R	Cour d'appel

1819 Divisional Court No. 481/06 Court of Appeal No. C47489		25 mars 2008
Greater Essex County District School Board v. IBEW Local 773 Divisional Court No. 126/06 Motion for Leave No. M34720 S.C.C. No. 32171	1702-04-R; 3120-04-R; 3172-04-R; 3173-04-R; 3174-04-R	Requête en autorisation d'en appeler à la C. S. C.